

LA SOCIÉTÉ MICHELIN—L'AIDE FÉDÉRALE-PROVINCIALE
ET L'APPORT DE LA SOCIÉTÉ

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai donné au ministre avis ce matin de ma question supplémentaire. J'espère qu'il a les renseignements demandés. Dirait-il à la Chambre: a) combien d'aide financière la Michelin de la Nouvelle-Écosse a reçue des gouvernements fédéral et provincial sous forme de dons et de prêts, qu'ils aient été déjà versés ou seulement promis; b) à combien s'élèvera le coût de ces installations d'après les estimations; et, c) combien la Société Michelin y investira elle-même?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je permettrai peut-être au ministre de répondre à la première partie de la question. Le député demande des renseignements statistiques. Ce genre de question n'est pas habituellement permis ici. Le député a donné préavis de sa question au ministre et je ne suis pas sûr qu'il se conforme au Règlement. Quoi qu'il en soit, le ministre peut y répondre s'il a les renseignements demandés.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à la question précédente parce qu'elle relève de ma compétence. Cet aspect de l'affaire Michelin, si vous voulez l'appeler ainsi, relève du ministre des Finances. Il est au courant de la demande du député, demande d'ailleurs faite auparavant. Je suppose qu'il niera ou confirmera en temps opportun les renseignements publiés à ce sujet dans les journaux.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai posé cette question au ministre parce que je crois comprendre que son ministère est chargé, directement ou indirectement, de porter cette question à l'attention du gouvernement américain, et qu'il pourrait ainsi être en mesure de répondre à ma dernière question. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il est vrai que des quelque 90 millions de dollars qui ont jusqu'ici été affectés à ce projet de la société Michelin, moins de 10 p. 100 du capital a été fourni par la société elle-même?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Finances qu'il incombera de répondre à cette question.

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, tandis que le ministre est à la recherche de ces renseignements pour le député d'Oshawa-Whitby, aurait-il l'obligeance de déterminer qui s'oppose le plus au progrès industriel de la Nouvelle-Écosse, le néo-démocrate orthodoxe, le lewiste ou le Waffle?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[L'hon. M. Pepin.]

LE CANADA ET LE PROJET AMÉRICAIN DE RÉGIME DE
DROITS COMPENSATEURS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, le ministre a-t-il bien précisé au gouvernement des États-Unis que l'adoption, par celui-ci, d'un régime de droits compensateurs, comme pourrait l'être celui qu'on envisage, serait une mesure très grave, et les Américains sont-ils bien informés de notre position à cet égard?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, car nos instances porteront sur tous les aspects de la question, y compris les conditions nécessaires à l'expansion régionale au Canada et une comparaison de la situation commerciale au Canada avec celle qui existe aux États-Unis. Les hommes d'affaires américains ont beaucoup plus facilement accès au marché canadien que nous au marché américain et l'exportation est un élément important pour...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

L'hon. M. Pepin: ... l'établissement d'entreprises prospères.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député de Bellechasse a la parole.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, me permettez-vous une autre question supplémentaire?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député aura de nouveau la parole après la première série de questions.

[Plus tard:]

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, étant donné que le gouvernement est au courant depuis des mois de cette situation très grave, est-il vrai qu'il n'a pas encore présenté d'instances sérieuses au gouvernement des États-Unis, ou attend-il indéfiniment le temps de faire une vague démarche?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'ai devant moi quelques coupures du hantsard qui relatent précisément les réponses que j'ai données à ce sujet.

* * *

L'AGRICULTURE

LES ŒUFS—LA SUFFISANCE DE L'OFFRE À LA
DEMANDE—ON DEMANDE DES EXPLICATIONS AU SUJET
DES IMPORTATIONS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Me référant à une réponse qui paraissait hier au hantsard concernant la production d'œufs, puis-je demander à l'honorable ministre de dire—sans citer de chiffres évidemment—si la production d'œufs au Canada répond aux besoins du marché domestique?